

PROCES - VERBAL

de la Réunion du Comité de la FRANCE LIBRE

dans les E.F.O.

du 11 Octobre 1940

\*\*\*

Le Vendredi 11 Octobre 1940, les Membres du Comité "France Libre" des Etablissements Français de l'Océanie se sont réunis à la Mairie de Papeete, sous la présidence de M. Edouard AHEBE, leur doyen.

Etaient présents :

M.M. - AHEBE Edouard  
BAERENTZEN Georges  
BOFF DU PONT Max  
CHARON Robert  
COIGNEUX  
DAVID Etienne  
Dr. de CORTON  
DETACHE  
FROSTER Marcel  
GILBERT Jean  
JUVERTU Elio  
LACARNE Georges  
LIMONNIER Henri  
MARATHIEUX Tomouri  
MARTIN Emile  
MARTIN Yves  
MONTARON Philibert  
POROI Alfred  
Dr. RABINOVITCH Serge  
RAVET  
SENAS Marcel  
SPITZ Georges  
TSPA A. TEKAAPARANA  
TERITEROOPEAI T.  
WINCHESTER T.B.W.  
WALTER I.B.  
TOUVANA.

Etaient absents :

M.M. BAERENTZEN Ant.

La séance est ouverte à 21 h.

M. SPITZ : Je vous ai convoqués, Messieurs, pour la formation d'un bureau, pour vous exposer la situation des comptes pour la clôture desquels il ne manque plus de 600 frs., pour décider sur le sort des listes de plébiscite que certains voulaient que l'on brûle--et j'espère refuser--, pour définir le rôle de notre comité et notre ligne de conduite.

M. SPITZ ayant préparé par avance les bulletins de vote pour la constitution du bureau, donne à chacun des membres un exemplaire du bulletin ci-dessous :

du 11 Octobre 1940

Bulletin de vote pour la constitution  
du bureau du COMITE DE LA FRANCE LIBRE  
dans les V.F.O.

M.M.	AUBERT DE	Président
	FOROT A.	Vice-Président
	SPITZ C.	Treasorier
	JUVENILH N.	Secrétaire
	LACARRE C.	Membre
	RAUBERTHE G.	"
	MARTIN R.	"
	MARANTEFAU	"
	SENAC N.	"
	WERTARON P.	"

Dr. RABINOVITCH : Un Président, un Vice-Président et un Secrétaire me paraissent suffisants pour former un bureau.

M. GILBERT : Il faut un trésorier, car nous agissons et, de temps à autres, dépensons de l'argent.

M. SPITZ : Je vous demande de modifier le Bulletin et de nommer à ce poste quelqu'un d'autre.

Dr. RABINOVITCH : Je ne vois pas tellement les actions entraînant une dépense. Les dépenses faites l'ont été au nom du plébiscite; or il n'y a plus de plébiscite à faire.

M. SPITZ : Il y a des comptes à régler. Il y a aussi des déplacements à faire. Mais actuellement, nous en sommes à la formation du bureau, les comptes viendront ensuite.

M. AUBERT : Tout d'abord, il faut nous mettre d'accord sur le nombre de membres à nommer. On nous en propose 10. Etes-vous d'accord de nommer 10 membres ? Ne pensez-vous pas que c'est un peu trop ?

M. SENAC : Il n'y a qu'à voter sur le bulletin qu'on nous a remis.

M. ANTHE : Que ceux qui trouvent qu'il y a trop de membres tracent les noms sur le bulletin. J'avoue que mon expérience des assemblées est que plus on est et plus on a de peine à prendre une décision.

M. SPITZ : Dans des assemblées ordinaires peut-être; mais ce n'est pas la même chose.

M. ANTHE : Ce bureau n'empêchera pas l'assemblée générale d'être consultée.

M. SPITZ : Si on prévoit un bureau trop restreint, il pourra se faire que des membres tombent malades ou soient obligés de s'absenter; dans ce cas la réunion ne pourra avoir lieu et il faudra convoquer à nouveau.

Dr. RAZIMOVITCH : C'est un bureau que vous élirez. Ce bureau est chargé de fonctions bien définies: un président pour présider l'assemblée et résoudre les questions; un vice-président pour le remplacer quand il est malade et un secrétaire-trésorier si vous voulez.

M. DAVIO : Je propose qu'en vote sur le bulletin remis.

M. JUVERTIN : Je ne peux pas accepter les fonctions de secrétaire.

M. SPITZ : Vous avez entendu, Messieurs, la proposition de M. ANTHE; voulez-vous donc faire sur les bulletins les modifications que vous désirez.

M. DAVIO : Il faut, préalablement au vote, demander à ceux qui sont proposés s'ils veulent accepter les fonctions. Il ne sert à rien de désigner quelqu'un s'il ne peut le faire.

M. JUVERTIN : Je suis également de cet avis; pour ma part je ne peux pas accepter.

M. ANTHE : J'estime que le bureau ne devrait avoir que 5 membres. Il me semble que c'est plus facile pour discuter; ce n'est pas à dire, cependant que ce bureau aura tout à dire; il convoquera tout le comité lorsqu'il le jugera utile. Je propose donc de voter d'abord sur 5 membres, et ensuite sur 10 à peine levés.

Dr. RAZIMOVITCH : Ne pensez-vous pas qu'on pourrait réduire le nombre de 5.

M. GEMAC : Il ne s'agit pas spécialement du bureau. Il s'agit d'un comité restreint. Il n'est pas possible de réunir à dates régulières toute l'assemblée. C'est pour cela qu'on propose un comité restreint du Comité de la France Libre et ce comité a

un bureau composé d'un Président, d'un vice-Président, d'un secrétaire et d'un trésorier. Les 10 membres formeront le comité restreint.

Dr. RABINOVITCH: Voilà comment je comprends la chose: Un Comité de Gaule composé de 10 ou 15 membres, et qui élira un bureau composé d'un Président, d'un vice-Président et d'un Secrétaire-trésorier si vous voulez. Car il me semble pas qu'il y ait tant de travail pour qu'on ne puisse pas réunir ces deux fonctions.

M.DAVIO: Je répète qu'il s'agit de savoir si ceux qui sont proposés acceptent les fonctions.

Dr. RABINOVITCH: Pour le moment, nous discutons sur le nombre de membres qui doivent former un Comité restreint; Ce seront les membres de ce comité qui éliront leur président, leur vice-président et leur secrétaire.

M.SENAC: Votons simplement pour les 10 membres du Comité.

M.LAGARDE: Je demande qu'on porte le nombre à 12.

M.le Dr. RABINOVITCH: Ce qu'a fait M.SPITZ est tout à fait irrégulier; on ne prépare pas une liste d'avance.

M.SPITZ: C'est pour gagner du temps.

M.DAVIO: Je propose donc d'y ajouter les noms de M.DELAGE et M. de CURTON.

M.LAGARDE: Je propose le Dr. RABINOVITCH et M.DELAGE.

Il est donc convenu de nommer un Comité restreint composé de 12 membres.

Dr. RABINOVITCH: Croyez-vous que Mr. WALKER qui est anglais puisse prendre part à notre comité?

M.ANNHE: Les anglais sont nos alliés.

Dr. RABINOVITCH: Toute la question est là: nous sommes des Français libres qui nous rangeons du côté des anglais. Ne croyez-vous pas que la présence de M.WALKER ne pourra provoquer l'accusation, de la part de nos adversaires, d'être vendus aux anglais.

M.SPITZ: Il est tahitien, il est né à Tahiti.

Dr. RABINOVITCH: J'espère que M.WALKER n'en fera pas une question de personne; mais partout nos adversaires prétendent que nous sommes vendus aux anglais, que ce sont les anglais, qui nous dirigent et que c'est la cause anglaise que nous défendons au lieu de la cause de la France libre.

M. BOPP DU PONT : Nos adversaires, en leur cacastre la figure, voilà comment il faut parler.

Dr. RABINOVITCH : Je ne suis pas de cet avis.

M. GILBERT : Et le Maréchal Pétain, n'est-il pas pour M. HITLER ?

Dr. RABINOVITCH : Il n'eura jamais d'allemand dans son Gouvernement.

M. GILBERT : Il en a sans doute, mais ne l'avoue pas.

Dr. RABINOVITCH : Je considère les anglais comme nos alliés mais le Comité de Gaulle est précisément constitué pour que la France se range du côté des anglais. Admettez que ce Comité de Gaulle soit constitué moitié d'anglais et moitié de Français ou trois quarts d'anglais et un quart de Français. Que diriez-vous. Je pousse la chose à l'absurde pour rendre les idées plus claires.

M. DAVIO : Je ne verrais pas mal un Comité de Gaulle avec moitié d'anglais, puisque les anglais sont pour la France Libre.

Dr. RABINOVITCH : Nous sommes des français libres qui se rangent aux côtés des anglais pour libérer la France.

M. ANDRÉ : Je suis d'avis de faire exception pour les anglais nés à Tahiti.

M. POROT : Qu'en mette aux voix la proposition du Docteur RABINOVITCH.

M. CHAPON : Ou simplement que Mr. WALKER fasse acte de candidature. S'il ne dit rien, cela ne l'intéresse pas.

M. WALKER : J'ai la prétention de dire que j'ai adhéré au Comité de Gaulle bien avant que le Dr. RABINOVITCH ne se lève le matin. Ensuite, je ne suis pas venu ici de mon propre gré, car tous ces Messieurs m'ont prié de venir.

Dr. RABINOVITCH : Vous en faites de suite une question de personne. Je vous parle du principe.

M. DAVIO : Les anglais sont-ils admis dans le Comité de Londres ?

Dr. RABINOVITCH : Ils ne sont pas admis dans le Comité de Londres.

M. DEBIAGE : Actuellement nous sommes à Tahiti. Nous faisons partie des Français libres qui combattent avec les anglais pour libérer la France. Cette alliance n'a de valeur que parce que l'Angleterre nous apporte son appui généreux. Actuellement il me semble donc tout naturel que nous acceptions la proposition

Churchill de Juin : Union intégrale avec l'Angleterre. Il n'y a donc pas de différence à faire entre les citoyens anglais et les citoyens français.

( applaudissements )

Dr. RABINOVITCH : Vous pouvez aller loin dans cet ordre d'idées .

M. AUBRE : Que ceux qui sont pour l'admission de M. WALKER lèvent la main.

A la majorité, M. WALKER est admis au sein du Comité de la France Libre.

M. SPITZ : Je propose que M. AUBRE soit Président du Comité restreint.

M. AUBRE procède ensuite au dépouillement des bulletins de vote pour la désignation des 12 membres composant un Comité restreint.

Ont obtenu :

M. M.	MARTIN E.	26	voix
	MONTARON P.	23	"
	POROI A.	26	"
	SEHAC M.	26	"
	AUBRE E.	25	"
	MANABETEAU	25	"
	SPITZ G.	25	"
	JUVENETIN E.	23	"
	LACARDE G.	23	"
	DETAG	22	"
	BAKERIDGE G.	21	"
	Dr. RABINOVITCH	14	"
	BOPP DU POIT	12	"
	DAVIO E.	3	"
	TERREHOTTEAI	3	"
	WALKER I. E.	3	"
	Dr. DE CURTON	2	"
	RAYET	2	"
	GILBERT J.	1	"
	LECONNIER H.	1	"
	WINCHESTER T.	1	"

En conséquence, sont désignés membres du Comité restreint Messieurs MARTIN - MONTARON - POROI - SEHAC - AUBRE - MANABETEAU - SPITZ - JUVENETIN - LACARDE - DETAG - BAKERIDGE - et Dr. RABINOVITCH.

Dr. de CURTON : Il faut qu'il y ait 13 membres pour que cela fasse un chiffre impair pour éviter le partage des voix lors des décisions à prendre.

Dr. RABINOVITCH : La voix du Président est prépondérante.

M. GILBERT : Cela présenterait un avantage; le Dr. RABINOVITCH a 14 voix, M. DOPP DU PONT en a 12; après il y a un grand écart.

M. ANNEUR met aux voix la proposition de désigner également M. DOPP DU PONT pour faire partie du Comité restreint ci-dessus.

- Accepté à l'unanimité -

M. ANNEUR : Mes chers, je n'ai pas préparé de discours, car je ne m'attendais pas à l'honneur que vous allez me faire. Je vous dirai simplement que je vous remercie.

Quelquefois je me sens bien incapable; je sens sur mes épaules le poids que le Maréchal Pétain doit sentir sur les siennes; mais je vais tâcher d'aller aussi loin que je peux, j'aurai mon possible pour vous aider.

Comme je l'ai déjà dit, comme nous l'avons tous compris, il n'est pas possible qu'un Gouverneur, quel qu'il soit, fasse plaisir à tout le monde; de même qu'il ne faut pas que les gens se figurent - malheureusement il y en a trop qui le croient - que le nouveau gouvernement que nous avons institué, qui est un gouvernement du peuple, peut nous donner l'âge d'or, pas du tout. Nous courons vers des temps durs, nous aurons tous à souffrir encore. Mais qu'est-ce que c'est ce que nous souffrons, et comparais-je de ce que nos frères de France souffrent. Malheureusement tous les gens croient qu'ils vont tout avoir, ils s'étonnent qu'il n'est pas encore arrivé de farine, pas de lait condensé, et se demandent à quoi nous servons. Nous aurons encore à souffrir, mais nous aurons en France la misère noire; ici nous allons vers la pauvreté et il faut que chacun en prenne son parti; mais nous avons la liberté et plutôt manger du pain noir, boire de l'eau pure, être libres, plutôt que d'être sous la coupe de Hitler et des allemands.

( applaudissements )

Maintenant, comme nous l'avons décidé, nous tâcherons de réunir ce comité à dates fixes et de traiter toutes les questions qui peuvent intéresser la population et de les présenter à notre Gouverneur, sans croire, je le répète, qu'il pourra toujours nous accorder ce que nous lui demandons.

Il faudrait qu'il soit bien entendu également que les membres de notre comité prennent l'engagement tacite de ne pas faire de démarches en dehors du comité parce que nous ne nous entendrons plus si chacun va de son côté. Nous ne serons pas toujours d'accord mais tous nous nous raserons à la majorité.

( applaudissements )

Dr. RABINOVITCH : J'allais vous demander de déclarer publiquement que toute démarche faite auprès de l'Administration par un membre du comité de la France Libre et qui ne sera pas approuvée par la majorité des membres est censée ne pas représenter l'opinion des Français libres et, de ce fait, doit être considérée comme nulle et non avenue. Il faut que cette décision soit même portée à la connaissance de l'Administration.

M. MONTARON : Ce que vous venez de nous dire laisse supposer qu'il y a eu des démarches faites dans ce sens.

M. ARDANT : Il y a eu des démarches faites au sujet du départ d'un fonctionnaire. J'avoue que moi-même j'ai été présenté par un des membres de notre Comité M. Antony Cambridge, qui m'a demandé si je ne croyais pas qu'il ne valait pas beaucoup mieux que ce fonctionnaire reste dans la colonie. Je n'ai pas été très affirmatif dans ma réponse parce que je me demandais par qui ce fonctionnaire serait remplacé; après réflexion, j'ai pensé que si un fonctionnaire veut partir, qu'il veut faire son devoir, nous n'avons pas à le retenir.

M. SPITZ : Je ne vois pas comment un membre du Comité de la France Libre a voulu faire marcher le Comité de Gaulle; ce n'est pas le comité de la France Libre qui a invité ce fonctionnaire à partir.

M. le Dr. RABINOVITCH : Il a demandé à partir comme volontaire avant le 15 Septembre.

M. DAVIO : Il y a un autre qui a demandé à partir, mais au moment de partir il a fait une belle campagne pour rester; c'est le médecin-chef Allain.

M. RABINOVITCH : Il y a beaucoup de choses à dire au sujet du service de santé. Dois-je en parler ici ou au Comité restreint?

Dr. de CURTON : C'est au Comité restreint.

M. GILBERT : Il ne faut pas s'exciter ni sur le départ de M. Ardant, ni sur la démarche de M. Antony Cambridge. Nous venons de décider que nous ne devons plus présenter aucune revendication qui n'aurait pas été admise par l'assemblée. Or, hier cette décision n'était pas encore prise; par conséquent M. Tony Cambridge pouvait fort bien demander quelque chose. L'affaire est close maintenant.

Dr. RABINOVITCH : Mais il faut à partir de maintenant bien insister sur cette décision.

M. GILBERT : Tout le monde est du même avis à ce sujet.

M. DETAGNE : Nous sommes un Comité à peine consultatif; nous pouvons simplement aider le Gouverneur dans sa tâche. Il

n'est pas question, en aucune façon, de lui imposer nos volontés.

Dr. RABINOVITCH: Il faut qu'un Gouverneur gouverne, mais nous sommes là pour l'appuyer par l'opinion publique. Apparemment les représentants des différents corps élus de Tahiti allaient voir le Gouverneur et lui exposer les desiderata de telle ou telle couche de la population. Nous ne ferons pas autre chose mais nous, nous représentons toute la population.

M. CHARON: Que va devenir le Conseil Privé. Votre Comité ne va-t-il pas faire double emploi avec le Conseil Privé.

M. GILBERT: Nous sommes le Comité des Français libres, et nous sommes en dehors de l'Administration.

Dr. RABINOVITCH: La seule chose que nous puissions demander c'est qu'un délégué du Comité restreint soit appelé à titre consultatif pour les questions traitées préalablement par le Comité restreint et intéressant le Comité de la France Libre, avant qu'une solution n'intervienne.

M. LAGARDE: Ceci dans le cas où la question est du ressort du Conseil Privé.

Dr. RABINOVITCH: C'est toujours dans la compétence du Conseil Privé.

M. LAGARDE: Non, le Conseil privé a des attributions bien définies.

M. DAVIO: Votre Gouverneur n'a pas été nommé par le Président de la République, mais par le Comité de Gaulle. C'est bien le moins que le Gouverneur, avant de prendre une décision, consulte le Conseil Privé.

Dr. RABINOVITCH: demande à préciser de quelle façon la question Ardent a été posée.

M. ANNE: En ce qui concerne la question Ardent, il m'a été demandé tout d'abord si je ne pensais pas que le départ de M. ARDANT aurait pour conséquence de désorganiser le Service de la Justice. La question m'a été posée plus clairement encore par la lettre de M. Antony Hambidge dont je vais vous donner lecture:

( pièce à insérer )

M. HAMBRIDGE: Il n'y a rien de répréhensible à cette lettre. N'importe qui, un habitant de Tahiti ou des Iles Tuamotu aurait pu vous écrire une lettre pareille, on n'a pas besoin d'appartenir au Comité de Gaulle pour la faire. Par conséquent il n'y a pas de critiques à faire sur une lettre pareille.

M. ANNE: Cette lettre est uniquement basée sur la nécessité du service de la justice.

M. RAMBRIDGE: Il a simplement émis une opinion.

M. ANNE: J'ai fait observer qu'il ne semblait qu'on pouvait se passer de ce fonctionnaire, et le remplacer sur place.

M. RAMBRIDGE: D'accord mais ne critique pas cette lettre.

M. ANNE: Maintenant que nous avons décidé qu'aucune démarche doit être faite individuellement, le fait ne se représentera plus.

M. RAMBRIDGE: Vous pourriez recevoir une lettre pareille de n'importe qui; c'est à vous de réfléchir à ce qu'on vous écrit.

M. GILBERT: Nous parlons des membres du Comité de Gaulle. Puisqu'ils font partie du Comité, il est entendu que tout membre du Comité qui a une remarque ou une objection à faire, doit s'exprimer d'abord sur le Comité de Gaulle dont il est membre.

M. RAMBRIDGE: Ce n'est pas autre chose; il vous soumet une lettre; à vous d'en discuter.

M. GILBERT: J'ai été le premier à dire que Mr. Tony RAMBRIDGE ne pouvait être incriminé en aucune façon; aucun accord n'était intervenu hier à ce sujet. Mais actuellement nous admettons le principe que tout membre du Comité doit, à partir d'aujourd'hui soumettre les questions au Comité restreint. L'incident devrait donc être clos.

M. RAMBRIDGE: Puisque nous avons nommé le Comité restreint, je crois qu'il faudrait bien établir les attributions de ce Comité. Il faut que ce comité puisse discuter avec une espèce de statut de façon à ne pas s'écarter des questions qui sont de son ressort ou de discuter de choses qui ne le regardent pas.

Dr. PARINOVITCH: Tout nous regarde, dans ce sens que nous pouvons délibérer de tout; ensuite la majorité décide si on doit transmettre ou non à l'Administration. Le Comité peut délibérer sur toutes questions qui semblent intéresser le pays.

M. DAVIO: Il est nécessaire qu'il y ait un règlement intérieur. Il y a des cas où, pour des discussions très importantes le Comité restreint aura raison de ne pas prendre la responsabilité tout seul et où il pourra consulter le Comité entier.

Dr. PARINOVITCH: Laissez cela à l'initiative du Comité restreint. C'est à lui à décider si une question le dépasse par son ampleur ou s'il peut lui-même la transmettre en haut lieu.

M. GILBERT: Le premier travail du Comité restreint sera de nous présenter un projet de statut.

M. DAVIO : Il est nécessaire aussi de définir qui peut en faire partie. Nous sommes 27 aujourd'hui. Mais tous les signataires au manifeste de Gaulle pourraient en faire partie. On ne peut pas refuser l'adhésion à ceux qui veulent se joindre à nous.

M. RAUZY : Il est absolument nécessaire de bien définir les attributions puisqu'indépendamment du Comité de Gaulle qui est un nouveau Comité, vous avez le Conseil Privé et les autres organismes.

M. GILBERT : C'est totalement différent.

M. ANNET : C'est ce que j'ai dit au début. Il faut avant tout élaborer un règlement. Selon moi, c'est très simple. Nous avons pour but de renforcer l'alliance avec l'Angleterre et de lutter contre tous ceux qui s'efforcent de détruire notre influence. Pour prendre l'exemple de la lettre dont je viens de vous donner lecture, si nous n'avons pas donné raison à M. RAUZY, c'est que nous avons estimé que le départ du fonctionnaire dont il s'agissait était plus utile à notre cause que son maintien ne pouvait être à la cause de l'ordre public. Nous pouvons avoir des questions de personnes à traiter. Je suis donc d'avis qu'il est indispensable de définir clairement les attributions du Comité restreint.

Dr. RABINOVITCH : Je vois cela un peu différemment. Je vois pour le Gouverneur désigné par l'opinion publique, l'opinion publique pour le soutenir.

M. DAVIO : Il faut laisser la possibilité aux gens d'adhérer à notre groupe, c'est pour cela que des statuts doivent être élaborés.

M. CHARON : Je crois qu'il y a un danger très net d'élargir par trop le Comité de Gaulle. Rien ne vous dit que des personnes qui pensent "Pétain" n'y rentrent. Vous risquez un jour d'être mis en minorité par ceux-là. Il ne faut pas oublier les oubliés de la première heure, ceux qui sont allés monter la garde et qui ont risqué le coup de main. Si vous êtes mis en minorité, vous serez mal placé pour faire appel aux baïonnettes.

Dr. RABINOVITCH : Nous serons toujours le Comité de Gaulle. Nous lutterons, si les autres sont plus forts que nous...

M. GILBERT : Non seulement nous lutterons, mais nous sommes les plus forts maintenant et nous devons prendre toutes dispositions pour que nos adversaires ne prennent pas le dessus. Je suis d'avis d'admettre au Comité de Gaulle tous ceux qui voudront s'y joindre, sous réserve d'un examen et de garanties de leur part.

M. DAVIO : C'est là où le règlement intervient, il prévoit les conditions d'admission et des exclusions.

Dr. BABINOVITCH: Actuellement nous pouvons dire que c'est nous qui avons provoqué le mouvement. Il a été couronné de succès. Nous sommes pour ainsi dire les représentants de toutes les couches de la population.

M. BARRIBON: Je suis content que M. Charon ait parlé des ouvriers de la première heure. Je vous prie de ne pas l'oublier. Il y en a beaucoup qui ont signé le papier que M. Chastanet de GUY a entre les mains. Mais les quatre membres du Gouvernement provisoire, voilà les vrais ouvriers de la première heure ceux qui ont pris le gouvernement. J'estime donc que quand il y a une question importante à décider, les quatre qui ont formé le gouvernement provisoire devraient avoir leur mot à dire au moins jusqu'à ce que la situation soit définitivement réglée.

Dr. de CURTON: Qu'entendez-vous par "avoir leur mot à dire"? D'après vous, les membres du Gouvernement provisoire doivent-ils avoir leur mot à dire sur toutes les questions intéressant la colonie ou simplement les questions de France-Libre?

M. BARRIBON: Les questions importantes.

Dr. de CURTON: Ce n'est pas mon avis. Le mouvement de la France Libre est un mouvement de ralliement au Général de Gaulle. Il doit uniquement se contenter à cela et prévenir l'administration contre tout ralliement du côté opposé. Nous n'avons pas à faire de l'administration parce que, ici, nous représentons tous des assemblées élues, nous pouvons agir, au point de vue administratif, chacun dans son domaine respectif. Au point de vue du Comité de la France Libre, nous devons agir comme soutiens de la France Libre, pour propager le mouvement à Tahiti, empêcher qu'un mouvement opposé ne puisse se former. C'est le vrai but de notre Comité et cela ne doit pas être autre chose.

M. BARRIBON: Sur un plan politique uniquement.

Dr. de CURTON: C'est un mouvement politique, surtout politique. Il y a déjà des services administratifs qui existent et que nous représentons. Si nous nous sommes groupés, ce n'est pas pour faire de l'administration, c'est pour faire un mouvement de politique extérieure. C'est en ce sens que le Comité devrait continuer à agir.

M. LAGARDE: Le Gouvernement provisoire avait sa raison d'être au moment où il a été constitué; mais maintenant on est rentré dans la norme et le Gouvernement provisoire n'a qu'à se retirer et attendre si on veut bien le consulter ou non.

M. GILBERT: Vous estimez que le Gouvernement provisoire doit être consulté. Or, il se trouve que les quatre membres du Gouvernement provisoire ont une influence prépondérante ici. Ils sont tous les quatre nommés à une majorité écrasante dans le Comité restreint. Le Président du Gouvernement provisoire, M. AUBRY,

est président du Comité restreint, MM. MARTIN, LAGARDE et BERNARD ont été nommés à une très forte majorité. Ils seront donc toujours consultés sur toutes les questions.

Dr. de CURTON: Questions intéressant le Comité de Cailla, oui c'est justement ce qu'il faudrait bien préciser.

M. GILBERT: Aucune question ne pourra vous échapper.

Dr. de CURTON: M. BERNARD prétend que le Comité de Cailla doit agir même si on ne lui soumet pas de questions; quand il s'agit d'un mouvement contraire à celui que nous avons dirigé, oui, mais pas du tout pour faire de l'administration générale, c'est ce qu'il faut préciser.

Dr. RABINOVITCH: Il y a des cas où cela peut toucher à l'administration. Vous pouvez considérer qu'un membre d'un service administratif quelconque gêne le fonctionnement de votre mouvement. Vous êtes bien obligé de vous en occuper.

Dr. de CURTON: A ce moment là d'accord.

Dr. RABINOVITCH: On sera amené à discuter de questions de questions qui ne sont pas directement liées au mouvement France libre, mais indirectement.

Dr. de CURTON: Voulez-vous me dire en quoi le déplacement la mobilisation de M. ARDANT gêne le mouvement France libre à Tahiti et pourquoi le Comité de Cailla devait s'en mêler. Je prétends qu'on ne devait pas s'en occuper, parce que M. ARDANT ne gêne pas le mouvement France libre. On ne doit pas se mêler de questions administratives, sécurité de service, questions si le service sera assuré ou non, cela ne regarde pas le Comité France libre.

Dr. RABINOVITCH: Dans le cas d'un service qui n'adhère pas à notre mouvement que nous voudrions supprimer mais qu'il est indispensable de conserver pour certains raisons de fonctionnement, croyez-vous que cela soit du ressort du Comité.

M. LUCAS: C'est le service qui est indispensable ce ne sont pas les fonctionnaires.

Dr. RABINOVITCH: Si vous n'avez pas de remplaçant, c'est là qu'intervient le Comité France-Libre. Je prends l'exemple des quatre médecins de l'Hôpital. Je considère que leur conduite actuelle est un défi au mouvement de la France Libre. Êtes-vous d'avis que nous nous en occupions.

M. GILBERT: Nous pouvons donner notre avis. Mais nous soulevons en ce moment des questions qui ne devraient être étudiées que par le Comité restreint.

Dr. RABINOVITCH: Je crois qu'actuellement nous n'avons plus aucune question à discuter; c'est le Comité restreint qui va s'en occuper.

Dr. de GURTON: Je cherche à préciser que le Comité Franco Libre ne doit pas essayer de diriger le Gouverneur pour tout ce qui concerne l'administration ou le gouvernement. J'estime que le Comité Franco Libre aurait le droit, si un Gouverneur venait à se détacher de ce mouvement, d'agir jusqu'à renverser le Gouverneur, mais pour les autres questions, le Comité ne doit rien avoir à voir au gouvernement de la colonie.

Dr. RABINOVITCH: Il peut éclairer le Gouverneur sur certains agissements.

Dr. de GURTON: C'est tout ce que je voulais dire.

Dr. RABINOVITCH: Il est certain que ce sont les personnes placées, soit par l'état de choses d'autre fois, soit par l'état de choses actuel, qui doivent administrer et gouverner, mais il est du devoir de ce Comité d'éclairer le Gouverneur et par hasard une de ces personnes gâche le mouvement de la Franco Libre.

M. MONTARON: Il faudrait maintenant passer la question de la destruction des listes du plébiscite. A mon avis, ces listes devraient être détruites. Elles n'ont plus de raison d'être. Le Comité devrait simplement conserver le procès-verbal fait par l'huissier.

M. RAMBRINCK: C'est moi qui détienne ces listes dans mon coffre. J'ai eu d'avis que ces listes soient détruites, c'est une promesse qui a été faite aux électeurs.

M. SPIZ: Qui est-ce qui a fait la promesse.

M. RAMBRINCK: Moi, d'accord avec M. SUEAC.

M. SUEAC: Je me suis engagé seulement à faire détruire une liste qui a été signée par les fonctionnaires qui craignaient que leur nom ne soit communiqué. Cette liste, je vous l'ai remise.

Dr. RABINOVITCH: Si vous vous êtes engagé à détruire une liste, il faut détruire les autres aussi. Personnellement cela m'est égal, mais si on s'engage à en détruire une, il faut les détruire toutes.

M. MONTARON: Voilà la raison pour laquelle je vous le demande. En ce qui me concerne, personnellement, je n'ai pas plus peur que les autres, on ne peut pas me reprocher d'avoir peur. Vous ne pouvez pas conserver ces listes qui, j'estime, ne

n'ont plus de raison d'être puisque le plébiscite est terminé. Vous allez les conserver dans un coffre, ce qui est inutile. Nous avons obtenu le but recherché puisque nous avons eu la majorité; il ne semble qu'il est suffisant de conserver le procès-verbal fait par l'huisier.

M. ANNE : On m'a dit également que la promesse a été faite de les détruire; si on a fait une promesse, je suis d'avis de les détruire.

M. SPITZ : Je n'ai jamais fait une promesse pareille.

Dr. RABINOVITCH : M. ANNE l'a entendu, d'autres ont dit qu'il a fait la promesse. Il ne faut pas oublier une chose; il y a un grand nombre de personnes qui ont des familles en France et ils ont peur qu'une indiscrétion livre ces familles à un camp de concentration. C'est pour cela qu'ils en demandent la destruction.

M. CHARON : Si le mouvement tourne mal, j'ai l'impression que des gens se sentiraient bien tranquilles lorsqu'ils sauraient que les listes sont brûlées, parce que déjà un fonctionnaire a sollicité et a même presque exigé qu'on efface son nom d'une des listes et il s'agit du chef d'un service important. Il y a tout de même un précédent fâcheux. Comme le dit M. RABINOVITCH, avec juste raison, M. Chastenet de CHAY a eu sa possession une liste d'une vingtaine de noms et cette liste ne sera pas brûlée. Il faut quand même que quelqu'un garde le sens des responsabilités. Je suis d'avis qu'on garde encore ces listes.

M. MONTARON : Il y a une autre question qui se pose. Ces listes actuellement, se trouvent entre les mains de M. le Maire, dans le coffre de la Mairie. Que M. le Maire, tombe malade, il est automatiquement remplacé par son premier adjoint qui est M. Hoppenz-tedt et qui, à ce moment, a ces listes à sa disposition.

M. CHARON : Qu'on les remette à M. de CURTON ou à M. GILBERT.

M. MONTARON : Si le plébiscite avait été fait par bulletins de vote, auriez-vous conservé tous les bulletins ? Non, vous les auriez brûlés.

Dr. RABINOVITCH : Il ne faut pas conserver ces listes.

Dr. de CURTON : Je crois qu'il faut détruire ces listes, mais je serais content de savoir quelle est la personne qui a demandé que son nom soit effacé.

M. ANNE : Deux fonctionnaires du service des P.T.T.

Dr. RABINOVITCH : Tous les fonctionnaires du service de la poste l'ont demandé à leur chef en disant qu'ils se désolidariseraient du Comité de Gaule si on ne brûlait pas ces listes, parce

qu'on le leur avait promis. Au chef de service, personnellement cela lui est égal, mais ces fonctionnaires le lui ont demandé, d'autant plus qu'ils ont entendu dire qu'il y avait d'autres fonctionnaires qui n'avaient pas signé et qu'on s'est contenté de leur donner une liste spéciale.

M. SEZAC: C'est inexact, ils ont signé.

Dr. RABINOVITCH: Le Chef du service des Postes raconte ce qu'on lui a dit. Ses fonctionnaires lui ont demandé d'intervenir.

M. AUBERT: Je propose qu'on brûle les listes et qu'on ne garde que celles sur lesquelles figurent les 18 ou 20 noms de ceux qui sont en faveur du Gouvernement Pétain.

M. SPITZ: Je propose d'effacer les noms de ceux qui veulent être rayés, mais de garder ces listes jusqu'à la fin de la guerre.

M. BAERENTZEN: A propos de la liste des fonctionnaires, celle-ci se trouve également dans mon coffre. Il y a cependant des fonctionnaires qui ont signé sur les autres listes.

M. GILBERT: C'est cette liste spéciale qu'on s'est engagé de brûler.

M. BAERENTZEN: On s'est engagé à faire brûler toutes les listes. On n'a pas voulu promettre au Gouverneur ces listes, par crainte de représailles, mais on lui a remis une copie du constat fait par l'huissier. Nous en avons également une copie, c'est tout ce qu'il nous faut, à mon avis.

Dr. RABINOVITCH: En ce qui me concerne, cela m'est égal qu'on les conserve ou qu'on les brûle; mais je comprends ceux qui craignent pour leurs familles et qui voudraient les voir détraquées.

M. SPITZ: Nous avons aussi des familles en France.

Dr. RABINOVITCH: Mais ceux qui viennent de France ont plus de familles que ceux qui sont nés ici.

M. SPITZ: J'ai de la famille en France, et j'ai signé le papier que ditient M. Chastenet de Giry. Je ne comprends pas ceux qui veulent les brûler; quand on a fait quelque chose il faut aller jusqu'au bout.

M. AUBERT: J'estime que c'est un titre de gloire de voir son nom sur cette liste. Nous ne devons pas nous faire une arme d'un nom qui nous a été donné pour nous aider. Par conséquent s'il y en a qui craignent, il faut détruire ces listes. Ce serait une arme pour nous.

Dr. RABINOVITCH: Il ne faut pas les conserver; ce serait une arme à double tranchant.

M. SPITZ : Nous ne les gardons pas pour nous en faire une arme, mais nous les gardons pour éviter que 150 personnes ne renient leur signature.

M. GILBERT : C'est une arme à double tranchant; cela peut être une prime à la trahison que de garder les signatures.

M. CHARON : Une signature est quelque chose qu'on donne après mûre réflexion.

M. JUVERTIN : Du moment qu'on a promis de détruire une liste portant le nom des fonctionnaires, je ne vois pas pourquoi on ne détruirait pas les autres.

M. LAGARDE : Si on avait fait un plébiscite légal, par bulletin, auriez-vous les noms des votants.

M. AUBRE : Non.

M. LAGARDE : Alors, du moment que vous avez un procès-verbal fait par l'hulussier, il est inutile de conserver ces listes.

Dr. de CURTON : Je suis d'avis qu'on détruisse les listes mais je demande qu'on inscrive au procès-verbal que le fait pour les fonctionnaires, d'avoir demandé la destruction des listes et renié leur parole est une lâcheté.

M. GILBERT : appuie la demande du Dr. de CURTON.

Dr. RABINOVITCH : Ils ne renient pas leur parole. Ils sont tout à fait décidés à rester avec nous, mais ils aimeraient éviter des représailles pour leurs familles.

Dr. de CURTON : J'estime que c'est une lâcheté de la part de ceux qui demandent la destruction pour se couvrir.

Dr. RABINOVITCH : Beaucoup demandent cela, non pas pour se couvrir, mais pour éviter qu'il ne soit porté préjudice à leur famille.

Dr. de CURTON : Un de ces fonctionnaires a dit : " Je rentre en France dans quelques mois ".

M. AUBRE : je vais donc mettre aux voix la destruction des listes du plébiscite. Notez qu'il y a le constat d'hulussier qui accuse le nombre de signatures; ce constat peut, le cas échéant nous servir de preuve légale.

Par 15 voix sur 27, le Comité de la France Libre décide de détruire les listes du plébiscite et déclare à l'unanimité estimer que c'est une lâcheté pour les fonctionnaires qui, pour se couvrir, ont demandé la destruction de ces listes.

M. BARRIDGET: Je demande qu'on nomme une commission pour l'incinération des listes.

M. JAGARIE: Ce n'est pas utile, on peut avoir confiance en vous.

M. CHARON: Pour éviter le renouvellement éventuel des incidents que nous avons connus le 16 Septembre, ne serait-il pas possible, dès aujourd'hui, de prêter notre camarade, M. SEMAC, de prendre la direction effective du service judiciaire dans les E.P.O.

M. SEMAC: Non.

M. GILBERT: Cela sort de nos attributions.

M. MONTARON: Vous vous mettez à la place du Gouverneur.

M. CHARON: Il y a une chose bien simple Mr. ARDANT n'était bien mis également à la place du Gouverneur. Son successeur ne fera-t-il pas la même chose.

M. GILBERT: Nous sommes instruits par l'expérience; nous avons d'ailleurs des adversaires tellement minables que nous ne voyons pas de danger intérieur.

M. SEMAC: Je proteste contre la proposition de Mr. CHARON pour la bonne raison que je n'ai aucune qualité technique pour être chef du service judiciaire. Il ne peut pas en être question.

M. GILBERT: C'est d'ailleurs en contradiction formelle avec ce que nous avons admis tout à l'heure. Nous n'administrerons pas. Laissons le Gouverneur gouverner et ouvrons-lui les yeux quand besoin est.

Dr. RABINOVITCH: Les questions particulières sont réservées au Comité restreint - J'avais à vous soumettre une question médicale.

M. AVINER: C'est au Comité restreint qu'il faut la soumettre.

Dr. RABINOVITCH: C'est une question urgente, et j'insiste il s'agit des déboires d'une vieille dame française qui est venue me trouver...

Dr. de CURTON: C'est une question technique, ce n'est pas une question France Libre.

Dr. RABINOVITCH: Pas du tout; il s'agit de la conduite d'un certain nombre de médecins de l'hôpital. Vous ne pouvez pas oublier que vous êtes médecins militaires; or il faut en ce

moment oublier l'esprit de corps. Voilà l'incident dont je vous parle. Une dame dont la vie dépend de la rapidité de la décision, atteinte d'un cancer du sein, est venue me trouver en me disant qu'à l'hôpital les uns avaient dit que l'opération était nécessaire, les autres étaient contre. Comme on lui a dit qu'à l'hôpital il n'y avait pas de chirurgien, elle est venue me trouver. Je n'ai pas voulu l'examiner et lui ai conseillé de demander aux médecins de l'hôpital de me demander mon avis dans lequel cas je ne refusais pas. Or les médecins ont catégoriquement refusé de demander mon avis.

Dr. de CURTON: D'après vous est-ce que c'est parce que vous êtes du Comité de Santé ou est-ce que c'est la conduite habituelle du Service de Santé.

Dr. RABINOVITCH: C'est le service de santé en son entier qui fait opposition au Comité de Santé.

Dr. de CURTON: C'est une autre question.

Dr. RABINOVITCH: Il aurait suffi que cette dame ait demandé l'opinion d'un des médecins de leur bord pour qu'il soit aussitôt admis.

M. GILBERT: J'en ai entendu parler; certains chirurgiens étaient décidés à l'opérer, d'autres médecins n'étaient pas de cet avis.

Dr. RABINOVITCH: Ne croyez-vous pas qu'en ce moment, dans cette situation trouble, avec des jeunes gens qui ont une compétence limitée, ce serait de leur devoir vis-à-vis de la population d'admettre les bonnes volontés qui veulent bien se mettre à leur disposition et ne pas faire opposition.

M. MARATTEAU: L'hôpital appartient à tout le monde. C'est la santé de la population qui est en jeu.

Dr. RABINOVITCH: Cesont des jeunes gens qui, à l'hôpital font des réunions politiques avec leurs femmes, leurs amis chose que n'aurait tolérée nulle part ailleurs. Si vous admettez la situation de l'hôpital actuellement, vous l'admettez pour d'autres services, car demain peut-être elle s'étendra à d'autres services.

Dr. de CURTON: Je suis de votre avis quant au fond politique de la chose, mais pas du tout quant à l'exemple que vous nous avez cité.

Dr. RABINOVITCH: C'est pour cela que j'ai demandé si c'est au Comité restreint qu'il fallait soumettre la question. Je dis que le Service de santé est désorganisé par raisons politiques il n'est pas désorganisé par suite de manque de personnel. S'il y a des bonnes volontés qui veulent bien faire profiter la po-

pulation de leur expérience, ce n'est pas pour des raisons politiques que l'on doit refuser.

M.DAVIO: Il m'a également été affirmé aujourd'hui qu'une femme est morte à la maternité et qu'un de ces médecins a déclaré que c'était la faute du Comité de Gaulle, que si on n'avait pas fait partir le médecin chef, cette femme ne serait pas morte.

Dr. RABINOVITCH: Si M.DAVIO peut apporter la preuve de ce qu'il vient de dire, la première chose à faire serait de mettre en prison ceux qui parlent ainsi.

M.DAVIO: Je vous l'apporterai demain.

M.MARANTEPAU: Ce n'est pas étonnant que ces gens ne veulent pas obéir: on les laisse tranquilles pour faire des réunions politiques. Messieurs les civils se réunissent à l'hôpital avec leurs femmes.

M.GILBERT: Ce que vous dites est-ce exact actuellement ou cela se passait-il il y a 3 semaines ou un mois?

M.MARANTEPAU: C'est avant le départ du médecin-chef que des réunions avaient lieu.

Dr. RABINOVITCH: En tout cas, actuellement ces médecins ne reconnaissent pas le médecin-chef qui a été nommé par le Gouverneur. Ils ne le reconnaissent que par intérim. Ils ne tiennent aucun compte de ce que vous leur dites. Cette situation ne peut durer plus longtemps.

M.GILBERT: Cela dépasse un peu le cadre des E.F.O. Nous avons au-dessus de lui nous avons au-dessus de nous un Haut-Commissaire du Pacifique, et au-dessus de lui nous avons le Général de Gaulle. Il faut un peu prendre leur avis dans ces cas.

Dr. RABINOVITCH: Vous croyez qu'il faut prendre l'avis du Général de Gaulle pour décider de la chose?

M.AUBREY: L'hôpital appartient à la colonie. C'est par suite d'un arrangement avec le Gouverneur qu'on met à notre service par contrat des médecins militaires payés par la colonie. Mais c'est un hôpital civil.

Dr. RABINOVITCH: Il y a un médecin-chef désigné par le Gouverneur, mais comme ils ne reconnaissent pas le gouverneur, ils ne veulent pas reconnaître le médecin-chef.

M.GILBERT: Il y a un comité restreint: il peut étudier la question.

M.AUBREY: Remettons également les autres questions au Comité restreint dont nous pourrions fixer dès à présent la prochaine réunion.

M. LAGARDE: propose de nommer dès maintenant la commission chargée d'élaborer les statuts qui seront ensuite soumis au Comité restreint. Cette commission pourrait se composer de M. H. Sasse Delage et Davio.

Dr. RABINOVITCH: Nous nous sommes constitués pour maintenant et soutenir à Tahiti le mouvement de la France Libre; donc tout ce qui a trait à ce mouvement est de notre ressort.

M. ANTHE: Un de nos buts est également de lutter contre tous ceux qui sont contre nous et faire de la propagande en faveur de notre cause.

Dr. RABINOVITCH: Acheter à la France Libre, c'est lutter contre nos adversaires. C'est le but du Général de Gaulle. Il n'y a pas, à mon avis, de statuts spéciaux à faire pour nous, ce sont ceux du Comité de Gaulle de Londres que nous adoptons en somme.

M. ANTHE: Que chacun prépare des idées pour les présenter au Comité restreint qui élaborera les statuts.

Dr. de CURTON: J'aimerais nommer une commission composée de M. H. LAGARDE, SENAC, DELAGE, et DAVIO pour élaborer un règlement qui sera ensuite présenté à l'assemblée générale.

M. LAGARDE demande que M. ANTHE soit nommé à sa place.

A l'unanimité, M. M. ANTHE, DAVIO, DELAGE et SENAC sont chargés d'élaborer un règlement qui sera soumis à l'assemblée générale qui est fixée au vendredi suivant 18 Octobre à 20 h. 30 dans la même salle.

Dr. RABINOVITCH: Ne pourrait-on pas faire le même soir une séance du Comité restreint pour étudier la question du service de santé?

M. MARATTEAU: Les questions de santé publique passent avant tout. S'il y avait une épidémie, les médecins militaires agiraient-ils de la même façon?

M. GILBERT: Je suis convaincu qu'ils travailleraient. Je ne crois pas qu'on puisse m'accuser de sympathie envers eux...

Dr. RABINOVITCH: La question est posée sur le terrain sympathie et antipathie. Il faut discuter la question en principe et dans l'intérêt public.

M. GILBERT: C'est pourquoi je tiens à préciser que je n'ai pas de sympathie pour les médecins militaires. Vous avez dit tout à l'heure qu'il ne faut pas faire de questions de personnes. Je n'ai aucune sympathie, mais ils ont quand même une conscience professionnelle et s'il y avait une épidémie, je suis convaincu qu'ils travailleraient.

M. KARATTEFAU : Pourquoi alors ne travaillent-ils pas en ce moment? On vient de vous dire qu'un de ces médecins militaires a dit que cette femme est morte parce que le médecin-Chef ALLAIN était le seul chirurgien.

Dr. RABINOVITCH: Il ya d'autres chirurgiens qu'ils auraient pu appeler et ils ne l'ont pas fait.

M. GILBERT: S'ils ont déclaré que l'absence du médecin-chef Allain est cause de la mort de cette femme, ils sont répréhensibles nous pouvons agir contre eux.

Dr. RABINOVITCH: Et pour le fait qu'ils ne reconnaissent pas le médecin-Chef, vous ne pouvez pas agir contre eux?

M. GILBERT: Si.

Dr. RABINOVITCH: Et pour le fait qu'ils ont fait des manifestations avec leurs femmes à l'Hopital?

M. GILBERT: Si.

Dr. RABINOVITCH: Tout cela sera discuté par le Comité restreint. J'ai été cité incidemment un cas, comme M. DAVIO en a cité un autre, mais ce n'était pas pour discuter; j'ai été seulement dit à M. AUBRE que c'est une question urgente.

M. KARATTEFAU: S'il n'y a pas de chirurgiens, qu'ils en fassent venir un de l'extérieur. Je suis d'avis qu'on leur demande de suite s'ils veulent ou non soigner les malades; s'ils veulent partir, ils n'ont qu'à s'en aller. Au moins nous saurons ce que nous aurons à faire.

Dr. de GIBTON: Le médecin-Chef était-il en fonctions au moment où s'est passé le cas cité par M. DAVIO?

M. JUVENTIN: Non, vous étiez tous les deux à Raletas.

M. KARATTEFAU: insiste pour que la question des médecins militaires soit réglée le plus rapidement possible.

M. CHARON: Il me semble que nous n'avons pas décidé en ce qui concerne la composition définitive du Comité de la France Libre.

M. AUBRE: C'est le comité restreint qui préparera les statuts qui s'en occupera.

M. SPITZ: Il me manque 618 frs 75 pour régler les comptes

M. AUBRE: Avez-vous pu toucher tous les membres?

M. SPITZ: Depuis que j'ai fait ce total, j'ai vu qu'il y avait de nouveaux membres, je les toucherai dès demain.

M. SPITZ: Messieurs, je vous demande de ne pas laisser pénétrer dans le Comité des Français libres la bête qui a ruiné la France et qui va entraîner Tahiti dans la ruine si on n'y fait pas attention: c'est le favoritisme. J'ai fait agrandir ce tableau qu'on n'attende pas qu'il soit trop tard pour faire quelque chose.

Il se passe des choses continuellement dans notre pays; on va dire aux indigènes: "Voilà votre coprah qui n'a plus de valeur, et qui n'en aura plus éternellement parce qu'on a fait partir Chastenet de GURY. S'il était resté, votre coprah serait parti à un prix élevé."

Il y a également des questions d'avis qu'on essaye de faire introduire dans notre Comité. Nous sommes critiqués pour avoir fait des des gaffes, eh bien, je ne connais pas de gaffe. Il va falloir faire attention dans ce Comité. Tahiti a été ruiné par le favoritisme, pour ne pas dire autre chose. On a fait un marché de no peau: "Si vous gardez Lou-Lou, il ne compte plus" Attention Messieurs, ne laissez pas pénétrer cela ici. Nous sommes des Français purs et nous voulons rester honnêtes. Cela fait mal au cœur, tous les jours, d'entendre ces choses-là. On vous écrit une chose, on dit le contraire. C'est malheureux, cela ne peut pas durer.

M. GILBERT: Vous avez eu 25 voix, vous avez l'unanimité pour vous.

M. SPITZ: Oui, je vous remercie. Vale pas de demi-mesures. Nous pleurerons comme celui-là. Il travaille dur et avec les amis. Je tremble parce qu'on joue avec notre peau, on joue avec la peau des électeurs. Pas de demi-mesures, autrement nous allons payer cher. J'ai peu de mourir, mais je ne recule pas. Quest-ce que c'est que ces histoires tous les jours?

M. GILBERT: Il ne faut pas écouter tous les bruits qui circulent.

M. SPITZ: Je ne fais pas attention à tous; mais il y en a qui peuvent causer du pea-pea. Qu'est-ce que ces histoires de coprales, histoires d'intérêt personnel, cela se fait mal. On m'a offert la Légion d'Honneur deux fois; je n'ai pas vendu mon pays, je n'ai pas vendu ma peau, je n'ai pas vendu mon nom. Voilà comment je comprends la politique.

M. GILBERT: Ces sentiments vous honorent. Mais vous prêtez une trop grande attention aux critiques que vous entendez. Vous avez peut-être été critiqué, tous nous avons été critiqués, on nous a accusé d'avoir touché des millions.

M. SPITZ: Ce n'est rien, on en dira toujours, mais il y a ceux qui travaillent contre nous.

M. GILBERT: Il ne faut pas se laisser abattre par des critiques. Il y en aura toujours.

Dr. de CUNTOZ : Avant qu'on lève la séance, je vous propose de nommer un Président d'Honneur qui pourrait être Mr. SAUTOT.

Cette proposition est agréée à l'unanimité et saluée par des applaudissements.

La séance est levée à 23 heures.

\*\*\*\*\*

LE PRÉSIDENT,

Edouard AUBRE